

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-11-038474-108

DATE : Le 3 juin 2015

SOUS LA PRÉSIDENCE DE : L'HONORABLE ROBERT MONGEON, J.C.S.

LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS DES COMPAGNIES –
LRC 1985 c. C-36 (LACC); DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT DE :

WHITE BIRCH PAPER HOLDING COMPANY
WHITE BIRCH PAPER COMPANY
STADACONA GENERAL PARTNER INC.
BLACK SPRUCE PAPER INC.
F.F. SOUCY GENERAL PARTNER INC.
3120772 NOVA SCOTIA COMPANY
ARRIMAGE DE GROS CACOUNA INC.
PAPIER MASSON LTÉE
Débitrices

-et-
ERNST & YOUNG INC.
Contrôleur et Intervenant

-et-
STADACONA LIMITED PARTNERSHIP
F.F. SOUCY LIMITED PARTNERSHIP
F.F. SOUCY INC. & PARTNERS LIMITED PARTNERSHIP
Mises-en-cause

JUGEMENT

- 1) sur requête pour l'émission d'une ordonnance de sanction d'un plan de compromis (# 295)**
 - 2) sur contestation de l'émission de cette ordonnance (#299)**
-

[1] Le dossier des Débitrices White Birch et de ses compagnies affiliées tire à sa fin. Nous en sommes à l'étape de la sanction du Plan de transaction, dernière grande étape avant le dénouement final d'une restructuration qui a débuté en 2010.

[2] Le 13 mars 2015, j'ai autorisé la production du Plan et j'ai rendu les ordonnances habituelles visant la convocation d'une assemblée des créanciers en vue de son approbation.

[3] Les avis de convocation ont été effectués en conformité des dispositions de ma décision et de la LACC. Y étaient joints le Plan lui-même ainsi qu'un Schéma d'allocation (Estate Allocation Compromise and Settlement Agreement (EACSA)) répartissant le produit net de la liquidation des actifs du groupe « White Birch » entre les divers créanciers du Canada et des Etats-Unis. Une opinion du Contrôleur sur la justesse, l'équité et la raisonnable du Plan d'Arrangement a aussi été transmise à tous les intéressés et mise en ligne sur le site Web du Contrôleur.

[4] L'assemblée s'est tenue le 22 avril 2015.

[5] Le Contrôleur a soumis les considérations suivantes pour justifier la raisonnable du Plan eu égard à l'ensemble des circonstances de ce dossier. Je cite ici les paragraphes 12.1 à 12.4 du Rapport du contrôleur du 4 mai 2015

- 12.1 The Plan is essentially a liquidation plan, where the funds available from the liquidation of WB Canada's assets will be distributed to the creditors on a *pro rata* basis. There are no resources available to WB Canada to contribute additional proceeds, and as such a bankruptcy would not yield additional proceeds from the Companies' assets.**
- 12.2 The proceeds available arise from a consensual resolution of the estate allocation issues, through the EACSA. The EACSA has been the object of negotiations over an extended period, and, in the view of the Monitor, provides a fair settlement and compromise of the estate allocation issues. In particular (but without limitation), the EACSA contemplates that distribution to the creditors under the Plan will be made on a consolidated basis, which provides a significant advantage to most of the ordinary unsecured creditors.**
- 12.3 The only other proceeds that could potentially be available in the event of a bankruptcy would be proceeds that would arise in the event of a successful challenge of preferential payments, transactions at under-value, payments of dividends, redemptions of capital or other voidable transactions. The Monitor reviewed the transactions of WB Canada in the period prior to the issuance of the Initial Order to identify if any transaction could be suspect in this regard, and the results of the Monitor's review were presented to the**

creditors through a report dated February 6, 2014 and published on the Monitor's website.

The Monitor considers that the possibility of additional proceeds is uncertain and that significant time and expenses would be required to challenge the transactions that were identified as requiring further analysis. As well, the Monitor believes that the opportunity of a distribution on a consolidated basis (as is contemplated in the Plan and the EACSA) would likely be lost, and the Monitor believes that the distribution on a consolidated basis constitutes a significant advantage for the creditors.

12.4 While the Plan (and the EACSA) provide for wide releases in favor of third parties, these releases are granted in exchange for a valuable contribution.

[6] Le Contrôleur ajoute au paragraphe 14 de son Rapport précité :

The proceedings under the CCAA have been on-going since February 24, 2010. During this period, nothing has come to the Monitor's attention that would cause it to doubt that WB Canada was acting in good faith in the course of the proceedings under the CCAA, or that it complied faithfully with every order of the Court and provision of the CCAA.

[7] Je suis d'accord avec ces affirmations.

[8] L'assemblée du 22 avril 2015 révèle que les divers créanciers ordinaires du groupe White Birch devraient recevoir environ 5% de leur créance à titre de dividende. Compte tenu de l'ensemble de l'historique du dossier et de la situation financière du groupe White Birch lors de l'émission de l'ordonnance initiale, ainsi que de la nécessité de vendre les actifs de l'entreprise pour réaliser le Plan, une telle réalisation nette n'est pas surprenante et reflète la précarité de cette industrie.

[9] Le vote des créanciers en nombre et en valeur des réclamations a donné les résultats suivants :

En nombre : 97,368% des créanciers ayant voté directement ou par procuration ont approuvé le plan et 2,632% ont voté en faveur de son rejet.

En valeur : 99,989% en valeurs des réclamations ayant été votés directement ou par procuration ont approuvé le Plan et 0,011% l'ont rejeté.

[10] C'est donc dire que l'appui au Plan a été presque unanime.

[11] Il est prévu que les créanciers canadiens vont se répartir un montant d'environ 52M\$ CDN.

[12] Tout est donc en place pour l'approbation du Plan et du Estate Allocation Compromise and Settlement Agreement. Je ne vois donc aucun motif de ne pas l'approuver.

[13] Je suis d'avis que le Plan d'Arrangement, compte tenu du vote massif des créanciers en sa faveur et compte tenu, aussi, du fait qu'il règle l'épineux problème de la répartition du produit de la vente des actifs des Débitrices entre les créanciers canadiens et américains via le EACSA, rencontre les critères de raisonabilité et d'équité requis par les dispositions de la LACC. Ce plan sera donc approuvé afin qu'il puisse être mis en place sans délai, le tout cependant sous réserve de ce qui suit.

[14] Il subsiste, en effet, un problème encore non réglé que le Contrôleur identifie ainsi :

15. **While the Monitor believes that the Plan is fair and reasonable to the creditors, the Monitor notes that the releases formulated in the EACSA and in the Plan could have an impact on third parties, and in particular in respect of any obligation of BDWBI towards the retired non-unionized employees.**
16. **The Monitor has received numerous communications from the attorneys representing WB Canada and the attorneys representing the First Lien Lenders and Second Lien Lenders, stressing the fact that the support of the First Lien Lenders and Second Lien Lenders of the Plan is conditional on the understanding (which is clearly set out in the EACSA and the Plan) that the First Lien Lenders, the Second Lien Lenders and the Purchaser will only agree to substantively consolidate the estates of entities comprising WB Canada in exchange for the fulsome and complete releases in the form contemplated in Section 5.2 of the Plan. Specifically, anything other than the form of release contained in Section 5.2 of the Plan would render the Plan unacceptable to the First Lien Lenders and Second Lien Lenders.**
17. **As mentioned in the Monitor's report dated April 14, 2015, the Monitor has communicated with BDWBI to assess its intentions as regards to the undertaking formulated in the letters dated August 28, 2012. The Monitor received a response by letter dated April 30, 2015, copy of which is attached as Appendix 3.**

[15] Les seuls opposants à la sanction du Plan sont ces mêmes retraités non-syndiqués.

[16] A l'audience de la requête de sanction du Plan, il a été clairement indiqué que les membres du Regroupement des Employés Retraités de la White Birch-Stadacona (le RERWBS) ne s'objectent d'ailleurs qu'à la partie de la quittance dont pourrait bénéficier l'acheteur des actifs BDWBI, éliminant ainsi l'engagement de cette dernière

de verser un montant à ces mêmes retraités suite aux correspondances précitées du 28 août 2012 (R-3).

[17] Cette obligation de BDWBI, l'acheteur des actifs, de verser un certain montant aux membres du RERWBS n'est toujours pas satisfaite.

[18] Ledit Regroupement s'adresse donc à la Cour pour tenter, peut-être une ultime fois, d'obtenir un allègement de leur sort suite à la mise de leur ancien employeur sous la protection de la LACC.

[19] Dans sa requête en contestation de l'homologation du Plan, le RERWBS énonce clairement que ses membres ne sont pas opposés au Plan comme tel mais qu'ils en ont uniquement contre l'étendue des quittances et libérations que l'on retrouve au paragraphe 5.2(2) du Plan.

[20] La base du raisonnement du Regroupement est que BDWBI n'aurait pas « négocié de bonne foi » (tel qu'ordonné par un précédent jugement du 3 octobre 2014¹ et précisé dans un autre du 19 janvier 2015², ce dernier confirmé par la Cour d'appel³) la suite de son engagement contenu dans une lettre du 28 août 2012 dont le passage pertinent se lit comme suit :

«White Birch et Stadacona ont également été informées par l'Acheteur qu'après la clôture de la transaction de vente, l'Acheteur acceptera de verser un montant aux retraités et aux bénéficiaires de l'Ancien régime WB [le régime de retraite des employés non-syndiqués de Stadacona] à la date de sa terminaison, pourvu que certaines conditions soient satisfaites incluant la signature d'une quittance par chaque tel retraité ou bénéficiaire. »

[21] Malgré l'évidente imprécision de l'engagement de l'Acheteur BDWBI et le refus de cette dernière entité de chiffrer son engagement, l'effet des ordonnances du 3 octobre 2014 et du 19 janvier 2015 a néanmoins permis aux membres d'être informés de l'offre qui leur était faite, offre qui se chiffre aujourd'hui à la somme globale potentielle de 745 055,00\$. En effet et bien malgré elle, BDWBI est toujours prête à offrir cette somme tel qu'en fait foi sa lettre du 21 mai 2015 dont le passage pertinent se lit comme suit :

« Consistent with the August 28, 2012 notices, BDWBI's designees are prepared to provide an amount to the non-unionized Retirees. The situation of the non-unionized Retirees at each of the three mills of Stadacona, F.F. Soucy and Papier Masson has been carefully considered, and the amount that each of these mills will offer the non-unionized Retirees of that particular mill has been determined in light of their

¹ 2014, QCCS 4709.

² 2015, QCCS 701.

³ 2015, QCCA 752.

obligations as ongoing business operations to all of their employees, suppliers and stakeholders.

For Stadacona, Stadacona WB is prepared to pay to each non-unionized Retiree of Stadacona their proportional amount of a global and maximum amount of up to \$745,055 (based on the assumption that each and every non-unionized Retiree of Stadacona signs a release and all other conditions below are satisfied). The amount that will be paid to each non-unionized Retiree of Stadacona will be established in such proportion as the total value of the benefits for such Retiree (as established in Appendix D of the actuarial wind-up report as at September 12, 2012 for the *Régime de retraite des employés non syndiqués de Stadacona*) bears to the total value of the benefits for all Retirees of Stadacona under such report, subject to the following conditions being met :

- (1) execution of a release by the non-unionized Retirees of Stadacona, as per the form attached, in a proportion that is satisfactory to BDWBI and Stadacona WB, by no later than June 26, 2015;
- (2) execution of a release by the RERWBS, as per the form attached, by no later than May 26, 2015;
- (3) the Debtors' plan of compromise filed or to be filed in the Superior Court file # 500-11-038474-108 shall have been approved by the required majority of creditors and approved by a final judgment of the Superior Court, without any contestation from the RERWBS or from any non-unionized Retiree of Stadacona;
- (4) execution of an undertaking on the part of the RERWBS and its counsel (Me Jocelyn Morency) to cease and desist from any and all claims and litigation against BDWBI and/or its designees, including without limitation any claim for costs or legal fees, by countersigning the present letter below by no later than May 26, 2015; and
- (5) at any time, there shall be no pending or threatened litigation or any circumstance which, in the opinion of BDWBI and/or its designees, could materially affect their position and interests;

Each and every one of the conditions mentioned above shall have been either fulfilled at the satisfaction of BDWBI and its designees or expressly waived by them, failing which the present offer of payment shall be null and void.

[22] A l'audience du 27 mai 2015, on a même fait allusion au dépôt en fiducie de ladite somme de 745 055,00\$ dans le but d'assurer la disponibilité des fonds disponibles à l'exécution de la proposition de BDWBI.

[23] Les membres du RERWBS sont toujours insatisfaits de cette offre et ont tenté de négocier jusqu'à la dernière limite un montant beaucoup plus élevé, espérant obtenir une compensation comparable ou paritaire à celle qui fut accordée par BDWBI aux employés et retraités syndiqués des trois usines de White Birch (Stadacona, Papiers Masson et F.F. Soucy)

[24] Ainsi, alléguant une absence d'une volonté de négocier de bonne foi de la part de BDWBI, le RERWBS tente aujourd'hui de soustraire ce litige non encore résolu de l'effet des quittances contenues au Plan. La requête de RERWBS allègue, d'ailleurs, plus spécifiquement ce qui suit :

21. **Or, ce Plan, tel qu'antérieurement allégué, a une portée définitive et désastreuse sur les droits des non-syndiqués à recevoir une compensation suite à la terminaison unilatérale de leur régime.**
22. **Il a également les mêmes effets suite à l'obligation de BDWBI de verser un montant aux membres non-retraités de la Requérante en vertu de ladite lettre du 28 août 2012 (R-3).**
23. **Sans l'intervention de ce Tribunal visant à restreindre la portée des libérations accordées à l'acheteur, ici BDWBI, face aux membres non-syndiqués de la Requérante, il se verra absous de verser quelques compensations que ce soit, lui qui a de plus unilatéralement décidé de rompre toute forme de négociation qui venait à peine de débiter.**
24. **Au surplus, les retraités non-syndiqués se verront dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits devant toute autre instance, compte tenu des quittances dont bénéficiera BDWBI.**

[25] Plus loin, la requête ajoute ceci :

35. **Sans l'intervention de cette Cour, BDWBI pourra alors bénéficier d'une quittance définitive et totale, alors que non seulement elle n'aura jamais respecté son obligation de verser une compensation en vertu de R-3, mais n'aura pas d'avantage respecté les ordonnances de cette Cour qui l'obligeait à négocier de bonne foi une compensation juste et raisonnable.**

[26] A l'audience du 27 mai 2015, les procureurs des Débitrices, du Contrôleur et de BDWBI ont tous insisté sur la difficulté d'un tel remède recherché par le RERWBS. Une modification du texte des quittances risquerait en effet, selon eux, de mettre en péril le

Plan lui-même ainsi que le EACSA, négocié de haute lutte avec les créanciers américains et la Débitrice américaine.

[27] Voilà donc le contexte dans lequel je dois rendre le présent jugement.

[28] Tout d'abord, une brève remise en situation s'impose.

[29] Lors de l'émission de l'Ordonnance Initiale en février 2010, la situation financière des Débitrices était précaire.

[30] Cela valait aussi pour les divers régimes de retraite à prestations déterminées dont bénéficiaient les employés syndiqués et non-syndiqués de l'ensemble des trois usines situées au Québec.

[31] D'ailleurs, la problématique desdits régimes de retraite et de la protection des droits des travailleurs à une retraite sur laquelle ils avaient compté ont dominé les débats juridiques dans ce dossier.

[32] Il n'en demeure pas moins qu'après cinq ans de protection sous l'empire de la LACC, les trois usines de Stadacona, de F.F. Soucy et de Papiers Masson sont toujours en opération et des centaines d'emplois ont ainsi été protégés. Il n'en reste pas moins, non plus, que malgré ce côté positif, plusieurs aspects négatifs de la déconfiture financière des Débitrices doivent être constatés, plus particulièrement au niveau des anciens régimes de retraite des employés syndiqués et non-syndiqués.

[33] Les membres du RERWBS font partie de ces victimes : leur régime de retraite a été privé des cotisations d'équilibre de leur ancien employeur et la rente des retraités non-syndiqués de l'usine de Stadacona aurait, de ce fait, été amputée d'un pourcentage d'environ 47%. Ces derniers peuvent néanmoins compter sur 53% de leur rente.

[34] Comparativement aux autres créanciers non-garantis qui ne toucheront que 5% de dividende sur leur créance de 2010, les membres du RERWBS ne sont pas nécessairement ni les seules ni les pires victimes.

[35] N'eût été du financement intérimaire des prêteurs (constitués notamment des anciens créanciers de premier rang de l'entreprise), les Débitrices auraient été contraintes à la faillite dès le printemps 2010 avec les conséquences que l'on connaît sur les régimes de retraite et sur la fermeture des trois usines du groupe White Birch au Québec.

[36] Les conditions du prêt temporaire « DIP » excluaient, d'ailleurs, la mise à niveau des cotisations d'équilibre des régimes de retraite de tous les employés des Débitrices. L'ensemble de ce dossier ayant, comme je l'ai expliqué ci-haut, été fortement consacré à la détermination des droits desdits régimes et de leurs participants, force est de constater que ce sujet, grave de conséquences pour les participants qui ne peuvent plus compter sur une rente de retraite adéquate et convenable, a été au centre des

préoccupations du Tribunal pendant tout le processus et même au cours de cette audition.

[37] Mais, il arrive un moment où il faut clore le débat.

[38] Dans la première partie du présent jugement, j'ai déjà conclu à la nécessité d'approuver le Plan. Il reste donc à décider si je dois me rendre à la suggestion de procéder à une modification au texte des quittances proposées.

[39] J'estime que non.

[40] La jurisprudence sur la question des quittances est de plus en plus précise sur la question : celles-ci sont nécessaires afin de clore une transaction et de « tourner la page » afin de permettre une sortie de la nouvelle entreprise résultant de la réorganisation de la protection de la LACC.

[41] Je me permets de citer l'auteure Janis Sarra⁴ :

« In recent years, the amount of claims and threat of claims against debtor companies have increased, for a wide range of perceived or actual shortcomings such as securities fraud, misrepresentations, failing to meet continuing disclosure obligations, oppression or trading while insolvent. These claims are generally made also against directors and officers of the corporation. Claims are also often addressed to legal, accountancy, underwriting and other professionals involved, on the assertion that they did not meet their professional obligations in advisory or other professional services. Thus debtors and their professionals have increasingly sought releases in respect of their potential liability. Since the plan of compromise or arrangement is intended to settle all existing issues between the debtor company and its creditors, it has become customary for almost everyone who was actively involved in the restructuring discussions to seek a release, such as, for example, the third-party financiers and others facing claims for impugned conduct. »

...

(soulignements ajoutés)

[42] Sur le sujet des « third party releases » dont il est question ici, l'auteure Sarra ajoute :

« A growing issue is the scope of third-party releases sought under CCAA proceedings. The courts have found that they have the authority to order

⁴ « Rescue » the *Companies' Creditors Arrangement Act*, 2^e édition, 2013, pp. 147 ss.

such releases, to the potential prejudice of multiple stakeholders, but the courts have expressed concern as to their scope. »

...

(soulignements ajoutés)

[43] L'arrêt-clé sur la question est sans doute l'affaire *ATB Financial c. Metcalfe -et- Mansfield Alternative Investments II Corp.*⁵, le fameux dossier du papier commercial adossé à des actifs. Commentant cette décision, l'auteure Sarra écrit :

« The Court concluded that the releases as drafted accomplished that purpose, and, in the circumstances, were fair and reasonable. To broaden fraud claim relief would risk extensive complex litigation, the prevention of which was at the heart of the plan. The Court held that, here the parties to be released were necessary and essential to the restructuring of the debtor; the claims to be released were rationally related to the purpose of the plan and necessary for it; without the releases the plan could not succeed; the parties who would have claims against them released were contributing in a tangible and realistic way to the plan; the plan would benefit not only the debtor but creditor noteholders generally; the voting creditors approved the plan with knowledge of the nature and effect of the releases; and in the circumstances, the releases were fair and reasonable in the sense that they were not overly broad and not offensive to public policy. The plan was approved.

On appeal, the Ontario Court of Appeal affirmed the approval of the CCAA plan as fair and reasonable, adopting substantially the same reasoning as the CCAA judge. The Court of Appeal held that on a proper interpretation, the CCAA permits the inclusion of third-party releases in a plan of compromise or arrangement to be sanctioned by the court where those releases are reasonably connected to the proposed restructuring, based on : the open-ended flexible character of the CCAA, which signals a flexible approach to application of the statute in new situation; the broad nature of the term « compromise or arrangement » used in the statute, which provides the entrée to negotiations between parties affected and furnishes them with the ability to apply the broad scope of their ingenuity in fashioning a plan; and the express statutory effect of the double-majority vote and court sanction, which affords the necessary protection to creditors that may be deprived of certain of their property and civil rights as a result of the process, at the same time rendering the plan binding on all creditors, including those unwilling to accept certain portions of it. The Court of Appeal held that it was not necessary to go beyond the general principles of statutory interpretation in this case as it is implicit in the language of the CCAA that the court has authority to sanction plans

⁵ 2008 CarswellOnt. 3523 (Ont. S.C.J.); 2008, ONCA 587; permission d'appel en Cour suprême rejetée, 2008 CarswellOnt. 5433 (S.C.C.).

incorporating third-party releases that are reasonably related to the proposed restructuring. »

(soulignements ajoutés)

[44] Appliquant ces principes à l'instance, modifier les quittances déjà négociées et approuvées par les parties (à une très forte majorité) serait risquer de perturber l'équilibre du Plan. Je ne puis me permettre cela, d'autant plus que le procureur du Regroupement reconnaît d'emblée qu'il ne saurait où se tourner, ni vers quel tribunal pour modifier la position de BDWBI face à ses engagements du 28 août 2012 même si on excluait ce litige de l'application des quittances. En d'autres termes, hormis la possibilité de garder le litige en vie, aucune alternative ne semble, de l'avis même du RERWBS, ouverte pouvant amener une solution plus favorable aux retraités non-syndiqués que celle qui est sur la table actuellement.

[45] BDWBI, sans conteste, participe au processus de restructuration. Sans cette entité et sans transaction de vente des actifs de l'ancienne White Birch, il n'y aurait sans doute pas eu de restructuration. Il n'est pas acquis qu'un autre acheteur des actifs aurait mieux traité les anciens employés et retraités non-syndiqués de White Birch. Finalement, même si BDWBI subit certaines critiques, son engagement envers les retraités non-syndiqués du 28 août 2012 n'était ni obligatoire, ni essentiel à la survie des usines. Par contre, l'exécution des L.O.U. en faveur des retraités et employés syndiqués avait un caractère plus urgent et plus essentiel.

[46] Ceci m'amène à considérer le fond même du litige opposant les parties impliquées, soit le RERWBS et l'acheteur BDWBI. A l'audience du 27 mai 2015, j'ai abordé la question d'entrée de jeu, insistant sur la nécessité de trouver une « sortie de crise » et de clore ce chapitre.

[47] La seule possibilité, hormis le refus d'approuver le Plan tel que proposé (ce qui est exclu), ou encore de ratifier l'offre de BDWBI aurait été d'imposer au RERWBS et à BDWBI une solution qui n'aurait pas été déterminée par eux.

[48] Il aurait alors fallu voir si le Tribunal pouvait pallier aux lacunes du texte de la lettre du 28 août 2012 et, à défaut d'accord entre les parties, de déterminer le montant de la contribution financière de BDWBI ainsi que les conditions auxquelles cette contribution serait versée.

[49] Tous les procureurs, incluant le procureur du RERWBS, ont plaidé que cette approche serait erronée en droit.⁶

⁶ Voir notamment les autorités citées par les procureurs des Débitrices :

Vincent Karim, *les obligations*, Volume 1 – Articles 1371 à 1496, 4^e éd., Montréal, Wilson & Lafleur, 2015, art. 1373 C.c.Q. (CAIJ).

Syndicat de copropriétaires de Verrières V c. Mannany, REJB 1999-13340 (C.A.)

Provigo Distribution inc. c. 9173-1588 Québec inc., 2010 QCCS 6370, appel rejeté, 2012 QCCA 241.

[50] Il faut se rendre à l'évidence : même en utilisant les larges pouvoirs discrétionnaires qui lui donne la LACC, le Tribunal ne peut écrire ou réécrire l'engagement du 28 août 2012. Cette lettre est malheureusement incomplète et la prestation qu'elle contient n'est ni déterminée, ni déterminable par le Tribunal (art. 1373 C.c.Q.).

[51] Le professeur Vincent Karim écrit (Les obligations, vol. 1, 4^e éd.), sur l'article 1373, no. 104 :

Au deuxième alinéa de l'article 1373 C.c.Q., le législateur exige que la prestation soit possible, déterminée ou déterminable, et qu'elle doive continuer de l'être par la suite. De plus, pour qu'elle puisse être déterminable, le contrat doit prévoir des critères permettant de le faire. Ainsi, il n'est pas nécessaire que le prix soit fixé pour qu'une obligation soit valide. En effet, par l'emploi des termes « *déterminé* ou *déterminable* », le législateur laisse entendre qu'une absence de prix déterminé au moment de la conclusion n'invalidera pas l'obligation, en autant que ce dernier soit déterminable au moment où le créancier en demande l'exécution du débiteur.

[52] Puis ajoute au no. 107 :

Dans cette même optique, la clause contractuelle dont l'objet n'est pas suffisamment déterminé ou déterminable, permettant ainsi à l'une des parties de décider de manière purement discrétionnaire du contenu de la prestation sans se référer à des critères prédéterminés sera déclarée nulle par le tribunal. A titre d'illustration, la clause prévoyant le paiement d'honoraires extrajudiciaires peut être valide si l'objet de la prestation est déterminable au sens des articles 1373 et 1374 C.c.Q. Par contre, elle ne peut être valide lorsqu'il s'agit d'une prestation purement potestative conférant au créancier un pouvoir discrétionnaire absolu. Pour qu'elle soit valide, la clause doit être claire et prévoir les critères permettant de déterminer le montant d'honoraires extrajudiciaires, même si le montant n'est pas déterminé de manière précise et en l'absence d'un mode de calcul détaillé. Ainsi, cette clause pourra tout de même être considérée valide si elle est exécutée de manière raisonnable et sous la supervision du tribunal.

[53] La jurisprudence foisonne d'illustrations où des clauses contractuelles incomplètes ou imprécises empêchent un tribunal de conclure à une obligation exécutoire.

[54] La juridiction de la Cour en matière d'insolvabilité et de restructuration sous l'empire de la LACC accorde au juge superviseur une très large discrétion et l'esprit de la *Loi* doit être appliqué en toutes circonstances avec justesse ouverture et largesse.

[55] Cette grande souplesse et ouverture d'esprit ne sauraient, cependant, aller jusqu'à écrire les clauses manquantes des contrats. Au mieux, le texte de la lettre du 28 août 2012 pouvait donner lieu à une obligation de négocier de bonne foi afin d'en arriver à une solution. Malheureusement, tel qu'il appert du témoignage du Contrôleur, M. Martin Rosenthal à l'audience du 27 mai 2015, les deux parties semblent avoir choisi une approche déraisonnable dans leur négociations.

[56] Je suis du même avis et j'en avais d'ailleurs fait part aux procureurs lors de l'audition du 14 mai 2015.

[57] Pour exclure un litige non encore résolu de l'application de la quittance en faveur d'une partie, il faut donc qu'il puisse en résulter un effet pratique pouvant amener les parties à une solution plus complète de ce même litige.

[58] Or, si le tribunal chargé de l'administration du dossier sous l'empire de la LACC ne peut intervenir de l'admission de tous pour fixer les modalités d'une somme à payer au RERWBS, quel autre tribunal le pourra? Sans une forte possibilité que l'on puisse en arriver à une solution définitive devant un autre forum, je ne vois pas l'avantage ou la nécessité de me rendre à la suggestion du RERWBS.

[59] D'autant plus que BDWBI propose au Tribunal de donner acte à son engagement de verser une somme de près de trois-quarts de millions de dollars en exécution de son obligation contenue dans la lettre du 28 août 2012.

[60] Ne pas accéder à cette suggestion entraînerait pour le RERWBS la perte possible de ce montant une fois le Plan approuvé. Même si le montant offert, aux yeux de certains, aurait pu être plus généreux, il ne saurait être question de risquer d'en priver les membres du RERWBS.

[61] Dans les circonstances, je suis d'avis que la requête des Débitrices doit être approuvée, que la contestation du RERWBS doit être rejetée mais que la demande verbale de BDWBI d'entériner son engagement de verser un montant de 745 055,00\$ selon l'essentiel des termes de sa lettre du 21 mai 2015 doit être accueillie.

[62] La procédure suggérée par BDWBI est cependant fort lourde et rend peu praticable le paiement de ladite somme à leurs bénéficiaires, comme si BDWBI voulait à tout prix imposer sa volonté jusqu'à la dernière limite avec un minimum d'égards envers les retraités non-syndiqués. Mais, c'est son droit et pour les mêmes motifs qui m'empêchent de réécrire l'engagement du 28 août 2012, je ne peux en changer la dynamique : BDWBI devra donc payer ledit montant auquel elle s'est engagée et est en droit d'exiger une quittance de la part des retraités non-syndiqués qui recevront ces paiements

[63] Par exemple, BDWBI aurait pu rédiger sa lettre et les quittances proposées en français, sachant que les destinataires (i.e. les retraités) de ces documents sont, pour la très grande majorité unilingues francophones. Un texte aussi exigeant et contraignant aurait pu être rédigé de façon plus compréhensible et plus conviviale, tout en recherchant et en obtenant les mêmes résultats, d'autant plus que BDWBI bénéficiera, en dernière analyse, des quittances incluses au Plan. Je n'irai cependant pas jusqu'à imposer à BDWBI de changer ou de traduire ses textes car je n'ai pas ce pouvoir. Je ne peux que constater que les choses auraient pu être faites autrement.

[64] Par contre, BDWBI n'est pas liée contractuellement à l'égard des membres du RERWBS autrement que par la lettre du 28 août 2012. BDWBI n'est pas la Débitrice. BDWBI n'est pas - et n'a jamais été - l'employeur de ces retraités et n'a pas l'obligation de bonifier les pertes subies par les retraités non-syndiqués suite à la déconfiture du groupe White Birch. En conséquence, le Tribunal ne peut dicter à BDWBI les conditions auxquelles les sommes individuelles seront versées aux retraités non-syndiqués. Ces derniers devront donc se soumettre au processus qui leur est proposé dans la lettre du 21 mai 2015, sauf les dates du 26 mai ou du 26 juin 2015 citées au document, dates auxquelles BDWBI a implicitement renoncé en acceptant que son offre soit déclarée exécutoire par ce Tribunal.

[65] Afin de permettre un dénouement plus ordonné de ce dernier obstacle à la mise en place du Plan et aussi d'en permettre la sanction immédiate, je propose donc de procéder ainsi :

- a) de donner acte à l'engagement de BDWBI de verser la somme de 745 055,00\$ aux retraités non-syndiqués de White Birch Stadacona, le tout conformément à l'essence de sa lettre du 21 mai 2015 en y apportant les changements nécessaires quant aux diverses dates-butoir indiquées à la lettre elle-même et à ses annexes;
- b) de demeurer saisi des modalités d'exécution de ce processus afin d'en assurer la bonne marche et, surtout, son dénouement rapide, expéditif et complet.

[66] Cela permettra, je l'espère, de mettre un terme à ce débat.

POUR L'ENSEMBLE DE CES MOTIFS, le Tribunal

[67] **ORDONNE** à Black Diamond White Birch Investments L.L.C. de verser aux membres du Regroupement des employés retraités de White Birch Stadacona les sommes prévues à sa lettre du 21 mai 2015 en contrepartie de la délivrance des quittances prévues à cette même lettre, mais sans exiger le respect des dates du 26 mai ou du 26 juin 2015 mentionnées aux paragraphes (1), (2) ou (4) de l'extrait cité au paragraphe [21] du présent jugement ou encore dans les projets de « Consent and

Release » à être signés par les représentants du Regroupement ou les retraités eux-mêmes; et

[68] **DÉCLARE** que le soussigné reste saisi de toute question relative à l'exécution de la conclusion qui précède.

[69] **ACCUEILLE** la requête en homologation du Plan de Transaction des Débitrices ainsi qu'il suit :

SANCTION ORDER

CONSIDERING the Petitioners' *Motion for the Issuance of an Order Sanctioning a Plan of Compromise and Other Relief* (the "Motion"), pursuant to sections 6, 9 and 10 *Companies' Creditors Arrangement Act*, R.S.C. 1985, c. C-36, as amended (the "CCAA"), the affidavit and exhibits filed in support thereto, the report of Ernst & Young Inc. (the "Monitor") dated May 4, 2015 and the submissions of counsel for the Petitioners and the Monitor;

GIVEN the provisions of the Initial Order issued by this Court in this matter on February 24, 2010;

GIVEN the provisions of the CCAA;

FOR THESE REASONS, THE COURT:

[1] **GRANTS** the Motion;

DEFINITIONS

[2] **ORDERS** that capitalized terms not otherwise defined in this Order shall have the meanings ascribed to them in the *Plan of Compromise* of the Petitioners and of the *Mise-en-Cause* (collectively, the "Canadian Debtors") dated March 17, 2015 (as it may be amended, restated, supplemented and/or modified in accordance with its terms, the "Plan"), and in the Creditors' Meeting Order issued by the Court on March 13, 2015 (the "Creditors' Meeting Order"), as the case may be;

SERVICE AND MEETING

[3] **ORDERS AND DECLARES** that there has been good and sufficient service, delivery and notice of the Meeting Materials, including the Plan to which is attached the *Estate Allocation Compromise and Settlement Agreement* (the "EACSA"), for the purpose of the Creditors' Meeting, and that the Creditors' Meeting was duly called, convened, held and conducted in accordance with the CCAA and the Orders of this Court in these proceedings, including without limitation the Creditors' Meeting Order;

- [4] DECLARES valid and sufficient the service and the notices of presentation of the Motion and of the Monitor's report dated May 4, 2015, filed for the purpose of this Order and EXEMPTS the Petitioners from service or providing any notice of presentation of the Motion other than the service and notice already given;**

SANCTION OF THE PLAN

- [5] ORDERS AND DECLARES that:**

- (a) the Plan, which includes the EACSA, has been approved by the Required Majority of Unsecured Creditors with Proven Claims in conformity with the CCAA;**
- (b) the Canadian Debtors have complied with the provisions of the CCAA and all the Orders made by this Court in the context of these CCAA Proceedings in all respects;**
- (c) the Court is satisfied that the Canadian Debtors have neither done nor purported to do anything that is not authorized by the CCAA;**
- (d) the Plan and the distributions contemplated thereby are fair and reasonable, and in the best interests of the Canadian Debtors, the Unsecured Creditors and the other stakeholders of the Canadian Debtors (having considered, among other things, the composition of the vote and what the Unsecured Creditors would receive in bankruptcy as compared to the Plan); and**
- (e) the Canadian Debtors have acted in good faith and with due diligence;**

- [6] ORDERS AND DECLARES that the Plan, which includes the EACSA annexed thereto, is hereby sanctioned and approved entirely pursuant to Section 6 of the CCAA and, as at the Effective Date, will be effective and enure to the benefit of and be binding upon the Canadian Debtors, the Unsecured Creditors and all other Persons stipulated in the Plan or herein;**

PLAN IMPLEMENTATION

- [7] DECLARES that the Canadian Debtors and the Monitor, are hereby authorized and directed to take all steps and actions, and to do all such things, as determined by the Monitor and the Canadian Debtors, respectively, to be necessary or appropriate to implement the Plan in accordance with its terms;**

- [8] **ORDERS** that from and after the Effective Date, all Persons shall be deemed to have waived any and all defaults of the Canadian Debtors then existing or previously committed by the Canadian Debtors, or caused by the Canadian Debtors, directly or indirectly, or non-compliance with any covenant, warranty, representation, undertaking, positive or negative pledge, term, provision, condition or obligation, expressed or implied, in any contract, instrument, credit document, lease, guarantee, agreement for sale, deed, licence, permit or other agreement, written or oral, and any and all amendments or supplements thereto, existing between such Person and the Canadian Debtors arising directly or indirectly from the filing by the Canadian Debtors under the CCAA and the implementation of the Plan and any and all notices of default and demands for payment or any step or proceeding taken or commenced in connection therewith under any such agreement shall be deemed to have been rescinded and of no further force or effect, provided that nothing shall be deemed to excuse the Canadian Debtors from performing its obligations under the Plan or be a waiver of defaults by the Canadian Debtors under the Plan and the related documents;
- [9] **ORDERS** that upon fulfillment or waiver of the Conditions Precedent to implementation of the Plan as set out and in accordance with section 6.6 of the Plan, the Monitor shall deliver the Monitor's certificate, substantially in the form that was served with the Motion, to the Canadian Debtors in accordance with section 6.6(4) of the Plan and shall file with the Court a copy of such certificate as soon as reasonably practicable on or forthwith following the Effective Date and shall post a copy of same, once filed, on the Monitor's website;

DISTRIBUTIONS BY THE MONITOR

- [10] **ORDERS** that on the Effective Date, the Monitor shall be authorized and directed to administer and finally determine the Proven Claims of Unsecured Creditors and to manage the distribution of the Proceeds in accordance with the Claims Process Order and the Plan;
- [11] **DECLARES** that notwithstanding:
- (a) the pendency of the CCAA Proceedings and declarations of insolvency made therein;
 - (b) the pendency of any applications for bankruptcy orders hereafter issued pursuant to the BIA in respect of the Canadian Debtors and any bankruptcy orders issued in respect of the Canadian Debtors; or
 - (c) the provisions of any federal or provincial statute, including section 36.1 of the CCAA and sections 95 to 101 of the BIA;

the distributions, payments, releases and compromises contemplated to be performed or effected pursuant to the Plan, do not and shall not constitute settlements, fraudulent preferences, fraudulent conveyances or other challengeable or reviewable transactions, or conduct giving rise to an oppression remedy under any applicable law, nor will they constitute a distribution of property requiring the Monitor, the Canadian Debtors, or any officer or director thereof to seek and obtain a certificate or authorization of any nature whatsoever, including with respect to Crown Claims;

- [12] DECLARES that the Plan, including the transactions contemplated therein, shall be binding upon any trustee in bankruptcy or receiver that may be appointed in respect of any of the Canadian Debtors and shall not be void or voidable by their creditors.

RELEASES AND DISCHARGES

- [13] ORDERS AND DECLARES that each of the releases set out in Article 5.2 of the Plan are approved and shall be enforceable on the Effective Date;
- [14] ORDERS AND DECLARES that on the Effective Date, all Claims (excluding the Excluded Claims) shall be fully, finally, irrevocably and forever compromised, released, discharged, cancelled and barred;
- [15] ORDERS that, without limitation to the Creditors' Meeting Order, any holder of a Claim, including any Unsecured Creditor, who did not file a Proof of Claim Form in accordance with the provisions of the Claims Process Order dated May 6, 2010, shall be and is hereby forever barred from making any claim against the Canadian Debtors and any of its successors and assigns, and shall not be entitled to any distribution under the Plan, and that such claim is forever extinguished;
- [16] PRECLUDES the commencement or prosecution, whether directly, derivatively or otherwise, of any demands, claims, actions, causes of action, counterclaims, suits, or any indebtedness, liability, obligation or cause of action to be released or discharged pursuant to the Plan;

STAY OF PROCEEDINGS

- [17] EXTENDS the Stay Period (as defined in the Initial Order and as extended from time to time) to and including the Effective Date;
- [18] ORDERS that all orders made in the CCAA Proceedings shall continue in full force and effect in accordance with their respective terms, except to the extent that such Orders are varied by, or inconsistent with, this Order or any Order of this Court;

THE MONITOR

- [19] **ORDERS** that all actions and conduct of the Monitor in connection with the Claims, the CCAA Charges, the Plan and the CCAA Proceedings, including the actions and conduct of the Monitor disclosed in the Monitor's reports, are hereby approved, and that the Monitor has satisfied all of its obligations up to and including the date of this Order;
- [20] **DECLARES** that the protections afforded to Ernst & Young Inc., as Monitor and as officer of this Court, pursuant to the terms of the Initial Order and the other Orders made in the CCAA Proceedings shall not expire or terminate on the Effective Date and, subject to the terms hereof, shall remain effective and in full force and effect;
- [21] **ORDERS** that upon the completion by the Monitor of its remaining duties, including, without limitation, distributions made by or at the direction of the Monitor in accordance with the Plan, the Monitor shall file with the Court the Monitor's Plan Completion Certificate, substantially in the form that was served with the Motion, stating that all of the Monitor's remaining duties have been completed and that the Monitor is unaware of any claims with respect to its performance of such remaining duties, and upon the filing of the Monitor's Plan Completion Certificate, Ernst & Young Inc. shall be deemed to be discharged from its duties as Monitor of the Canadian Debtors in the CCAA Proceedings and released from any and all claims relating to its activities as Monitor in the CCAA Proceedings, save for willful or gross negligence;

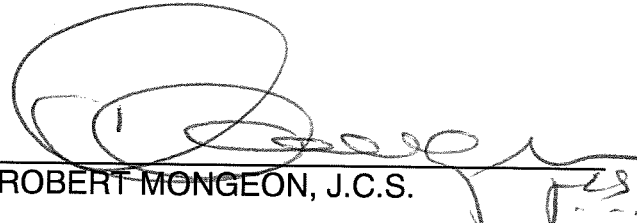
GENERAL

- [22] **DECLARES** that the Monitor or the Canadian Debtors may, from time to time, apply to this Court for any advice, directions or determinations concerning the exercise of their respective powers, duties and rights hereunder or in respect of resolving any matter or dispute relating to, or to the subject matter of or rights and benefits under, the Plan or this Order, including, without limitation, regarding the distribution mechanics under the Plan;
- [23] **DECLARES** that any other affected party that wishes to apply to this Court, including with respect to a dispute relating to the Plan, its implementation or its effects, must proceed by motion presentable before this Court after a 10-day prior notice of the presentation thereof given to the Canadian Debtors and the Monitor;
- [24] **DECLARES** that the Monitor shall be authorized to apply as it may consider necessary or desirable, with or without notice, to any other court or administrative body, whether in Canada, the United States of America or elsewhere, for an order recognizing the Plan and this

Order and confirming the Plan and this Order are binding and effective in such jurisdiction;

[25] REQUESTS the aid and recognition of any Court or administrative body in any Province of Canada and any Canadian federal court or administrative body and any federal or state court or administrative body in the United States of America and any court or administrative body elsewhere, to act in aid of and to be complementary to this Court in carrying out the terms of the Order, including the registration of this Order in any office of public record by any such court or administrative body or by any Person affected by the Order;

[70] LE TOUT, sans frais.



ROBERT MONGEON, J.C.S.

Me Jean Fontaine et Me Joseph Reynaud
Stikeman Elliott
Pour les Débitrices

Me Sylvain Rigaud
Norton Rose Fulbright Canada
Pour le contrôleur Ernst & Young

Me Jean-Yves Simard et Me Josée Dumoulin
Lavery, De Billy
Me Joseph Latham
Goodmans
Pour BD White Birch Investments

Me Julien Morissette
Osler, Hosking & Harcourt
Pour le Crédit Suisse

Me Sébastien Guy
Blakes, Cassels & Graydon
Pour les Dirigeants et Administrateurs

Me Richard Bertrand et Me Louise Hélène Guimond
Trudel Nadeau
Pour les Syndicats

Me Gerry Apostolatos

Langlois Kronström Desjardins

Pour l'Administrateur provisoire des 7 régimes de retraite terminés

Me Jocelyn Morency

Le Cabinet Légaliste

Pour le Regroupement des Employés Retraités de White Birch-Stadacona

Date d'audience : Le 27 mai 2015